

Unité départementale du Rhône

Lyon, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VENISSIEUX ENERGIES

16 avenue ALBERT EINSTEIN

69200 VENISSIEUX

Références : UDR-SSDAS-22-25-YC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement VENISSIEUX ENERGIES implanté 16 avenue ALBERT EINSTEIN 69200 VENISSIEUX. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale menée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en 2022 et relative à la sécurité gaz dans les chaufferies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENISSIEUX ENERGIES
- 16 avenue ALBERT EINSTEIN 69200 VENISSIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006103843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

Le site visité est situé dans la commune de Vénissieux de la métropole de Lyon. Ce site est connecté à l'ensemble des installations de chauffage urbain de la métropole (DSP).

Le site est notamment classé à autorisation au titre de la rubrique 3310 de la nomenclature ICPE. Au regard des installations de combustion présentes dans l'établissement et de leur puissance nominale, l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 s'applique (cf article 3.I - 2ème alinéa). L'article 6.VI précise que l'arrêté préfectoral fixe les prescriptions minimales qui permettent une prise en compte de l'ensemble des risques accidentels (thermique, explosion, toxique, incendie) propres aux installations visées. L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé l'ensemble des installations de combustion

du site mais seulement les chaudières à gaz situées dans les chaufferies GAZ 1 (2 chaudières) et GAZ 2 (1 chaudière).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale 2022: chaufferie, risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.1	/	
Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.1	/	
Contrôle de la combustion	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.2	/	
Détection gaz – Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.4	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de combustion inspectées lors de la visite du 25 janvier 2022 sont conformes aux prescriptions examinées de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2016.

Les opérations de maintenances et de tests des organes de sécurité sont correctement réalisées pour les installations inspectées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.1
Prescription contrôlée : Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. [...] La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques ¹ redondantes, de niveau de fiabilité maximum compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz ² et un dispositif de baisse de pression ³ . Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.
Constats : Un organe de coupure rapide (vanne 1/4 de tour) équipe chaque appareil de combustion. L'inspection a constaté la présence de 2 vannes automatiques en série sur l'alimentation en gaz, à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies à des détecteurs de gaz et un pressostat. L'ensemble de la chaîne est testé semestriellement. Les capteurs de gaz sont testés par la société OLDHAM/LEMS et l'asservissement par DALKIA. Au delà de 10% de la LIE détectée par les capteurs gaz, une alarme sonore et un voyant lumineux ATEX sont déclenchés. A 20% de la LIE, l'arrivée du combustible et l'alimentation électrique sont interrompues.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.1
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : <ul style="list-style-type: none">▪ dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,▪ à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : Un dispositif de coupure manuelle (vanne 1/4 de tour) est présent à proximité immédiate des vannes automatiques en série. Il est facilement accessible et positionné en aval du poste de livraison. La position ouverte et fermé et le sens de manœuvre sont indiqués.
Observations : Les dispositifs de coupure manuelle (exple: vanne 1/4 de tour dans cage métallique et derrière bardage métallique du bâtiment) doivent rester accessibles et manœuvrables en toutes circonstances par les agents d'exploitation et les services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.2
Prescription contrôlée : Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné ou au besoin l'installation.
Constats : Les appareils de combustion sont équipés d'un détecteur de flamme pour s'assurer du bon fonctionnement de l'appareil. En cas de défaut, l'appareil est mis automatiquement en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Détection gaz – Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.3.1.4
Prescription contrôlée : [...] L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués. Toute détection de gaz, au-delà des pourcentages de la LIE figurant dans le tableau suivant (se référer à l'arrêté préfectoral), conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 7.2.3.
Constats : L'emplacement des détecteurs de gaz est repéré sur un plan. Leur fonctionnement et leur étalonnage est contrôlé semestriellement. En cas de non-conformité, les capteurs gaz défectueux sont remplacés. Lors de la visite d'inspection, les rapports de contrôle d'octobre 2021 présentés ont mis en lumière des capteurs défectueux, remplacés et contrôlés en novembre 2021. Les capteurs sont étalonnés conformément à la prescription de l'arrêté préfectorale à savoir: - 10% de la LIE (pré-alarme 1): déclenchement d'une sirène et d'un voyant lumineux ATEX - 20% de la LIE (alarme 2): coupure de l'alimentation en gaz et de l'alimentation électrique.
Type de suites proposées : Sans suite